



SOMMAIRE

- Editorial
Page 1
- Les municipales
Page 2
- Les Européennes
Page 3
- Conseil National
Page 4
- Manifestation Nantes
Page 5
- Fédérations
Page 6 à 9
- Evénements
Page 10 à 13
- Contribution des militants
Page 14 à 18
- Brezhoneg
Page 19
- Calendrier
Page 20

Ce pourquoi nous nous battons

Le Parti Breton est un parti nationaliste et comme tel il a toujours eu une idée claire de l'avenir qu'il souhaitait pour la Bretagne. Cet avenir est nécessairement celui de la souveraineté, sans laquelle la Bretagne ne pourra jamais se réaliser et sera toujours sous la menace d'une France où le sentiment ultra-nationaliste est tel que l'idée même de différence est vécue comme une agression.

Dans le paysage politique breton, notre parti est la seule formation crédible à avoir le courage d'un message que pourtant les évènements imposent depuis déjà trop longtemps. Qui peut croire que la France de Manuel Valls va vraiment se réformer ? Qui peut croire que les lobbies des multiples corporations franchouillardes intégristes pourraient accepter le moindre écart par rapport au dogme républicain ?

Notre ligne politique nous l'avons, elle est claire, c'est la seule possible, c'est celle qu'ont choisie nos partis frères, comme le PNB. L'objectif est là, après nous devons tout faire pour qu'il s'impose comme une évidence dans la société bretonne. Participer au mouvement des Bonnets Rouges, c'est d'abord œuvrer pour une prise de conscience de la Bretagne et des Bretons ; s'investir dans le mouvement culturel, économique, dans la société civile...c'est aussi travailler dans ce sens.

Pour nous, tout est politique, car dans une nation dominée refuser le politique c'est accepter la domination. Aussi, nous pouvons, nous devons nous investir partout car nous savons ce que nous sommes et ce que nous voulons.

Bevet Breizh

Gérard Guillemot
Secrétaire Général du Parti Breton

ELECTIONS MUNICIPALES :

Les élections municipales viennent de se dérouler avec les résultats généraux que vous connaissez et qui ont fait l'objet d'un communiqué de notre parti. Nous retrouvons un certain nombre d'élus et nous pouvons nous réjouir de l'élection d'**Yves Pelle**, président du PB, à Rennes où il sera également conseiller communautaire ; de **Jacky Flippot** à Blain, où il aura un poste d'adjoint ; d'**Olivier Berthelot**, secrétaire de la fédération de Rennes à Bruz ; d'**Hervé Le Quééré**, secrétaire de la fédération de Pontivy, à Guémené sur Scorff. Par ailleurs plusieurs autres candidats ont été élus, comme **Emile Granville** à Redon, **Pierrick Yhuel** à Josselin **Philippe Renaud** à Treffieux ... et un certain nombre de sympathisants parfois même élus comme maire. Au nom de l'ensemble des adhérents du Parti Breton je tiens à féliciter tous ceux qui se sont engagés dans cette élection, qu'ils aient été élus ou non. La campagne a été longue, difficile et leur investissement pour la Bretagne et nos idées a été constant.

Il ne faut pas cacher que notre implantation reste encore limitée mais ces élections ont confirmé que le Parti Breton est bien un acteur de la vie politique bretonne. Des membres de notre parti ont été sollicités en tant que tels dans différentes communes et notre soutien a été demandé à plusieurs occasions, nous avons été aussi victimes d'attaques mais cela prouve que nous existons et que nous dérangeons. Bien sûr, nous pouvons toujours regretter de ne pas avoir pu être plus présents, mais nous avons su nous engager en respectant nos convictions avec des partenaires qui ont accepté de

ELECTIONS EUROPEENNES :

Après une période d'incertitudes, le Parti Breton a conclu un accord concernant les élections européennes avec Christian Troadec et le MBP lors d'une rencontre entre nos deux formations ce mercredi. Nous

soutenir nos grandes revendications pour la Bretagne, comme la réunification. Le CN avait décidé d'ouvrir la participation de nos candidats à l'ensemble des listes modérées, par la force des choses ils se sont plutôt retrouvés sur des listes centristes, comme à Rennes pour notre président Yves Pelle sur la liste de l'UDI Bruno Chavanat, mais nous avons aussi apporté notre soutien à la liste Europe Ecologie Les Verts à Nantes à la suite de la demande de François de Rugy. C'est bien sans sectarisme et avec pragmatisme que le Parti Breton a participé à ces élections avec pour objectif de défendre d'abord les intérêts de la Bretagne.

C'est dans ce même état d'esprit que nous nous engageons maintenant dans les élections européennes. Des membres du Bureau ont rencontré des dirigeants de l'UDB et de Breizh Europa, et Christian Troadec. Lors de ces discussions, nous avons indiqué que nous souhaitons une liste bretonne d'union pour les élections européennes qui, en-dehors de toute orientation idéologique marquée, puisse poser et défendre les dossiers institutionnels, économiques et sociaux essentiels pour la Bretagne. L'UDB a, encore une fois, décliné l'offre et décidé de partir seule...

Les européennes sont l'occasion idéale, dans un contexte économique et social très difficile pour notre pays, de montrer qu'il existe d'autres solutions que celles des partis hexagonaux dont sont issus des gouvernements qui ont échoué, qu'ils soient de droite ou de gauche.

avons également proposé à Breizh Europa et à l'Alliance fédéraliste de se joindre à nous pour former une liste commune. L'annonce officielle de la liste s'est faite dimanche 27 avril à Carhaix.

La liste est conduite par Christian Troadec et le Parti Breton aura, notamment, en seconde position Claudine Perron, vice-présidente, et en troisième position, Jacky Flippot, vice-président. L'accord qui a été signé donnera à notre parti une véritable visibilité au cours de cette élection. Nous pouvons bien sûr regretter qu'une liste d'union de toutes les forces bretonnes n'ait pu être constituée avec l'UDB mais il nous a semblé essentiel que dans la situation actuelle un message nouveau, en rupture avec le mensonge permanent des partis de gouvernement et en opposition avec les partis extrémistes, puisse être tenu. Ce message a été ébauché notamment avec le mouvement des Bonnets Rouges, il faut maintenant qu'il soit transformé en véritables propositions politiques pour la Bretagne. L'élection européenne est de ce point de vue une première étape.

La constitution de cette liste d'union est sans doute un peu tardive, même si nous savons d'expérience que la campagne des européennes est très courte, aussi sa réussite demandera d'autant plus un engagement fort de chacun de nous dans la campagne. Cette réussite est une étape indispensable si nous voulons que s'engage sans tarder une véritable rénovation de la vie politique en Bretagne ouvrant de réelles perspectives.

Après l'annonce de dimanche, l'équipe qui s'est constituée fera part des besoins de la campagne, notamment au niveau de l'engagement militant. Notre parti prendra bien sûr toute sa part.

Gérard Guillemot

*

CONDUITE DE LA CAMPAGNE DES ELECTIONS EUROPEENNES :

Ce sont les fédérations qui sont chargées de mener la campagne en :

- assurant la distribution des tracts et la pose des affiches, en veillant au bon déroulement du scrutin le jour du vote, en liaison avec les partenaires de la liste. Souvenons-nous des déconvenues lors des dernières élections européennes : bulletins du Parti Breton absents dans certains bureaux... Cette fois nous devrions être encore plus vigilants.

- Faisant appel à leurs adhérents et sympathisants pour la récolte des fonds nécessaires. Le Parti Breton doit participer à hauteur de 20 000 euros. Cela revient à dire que chaque fédération doit faire le maximum avec les effectifs et les moyens qu'elle a.

Il convient impérativement que les chèques soient libellés au nom du

Mandataire Financier de « Nous te Ferons Europe » Luc Pastor

A la suite de la campagne des bons de défiscalisation seront remis aux donateurs. La défiscalisation s'élève à 66 % des sommes versées, dans la limite de 4200 euros par personne.

Ces chèques ainsi libellés doivent être adressés au **Parti Breton B.P. 50 403 56 104 Lorient Cedex**, qui les remettra au Mandataire financier.

Les fonds qui ne seraient pas utilisés à l'intérieur du quota défini seront ainsi reversés au Parti Breton.

CONSEIL NATIONAL ET MANIFESTATION A NANTES LE 19 AVRIL :

Le Conseil National réuni le 1^{er} mars à Pontivy était déjà consacré aux élections européennes sous les aspects généraux de la campagne. Décision avait été prise d'adresser un courrier à l'UDB, au MBP de Christian Troadec et à Breizh Europa pour ouvrir des discussions en vue d'une liste commune.

Profitant de la manifestation organisée à Nantes par Bretagne Réunie le P.B. décide de réunir à nouveau son C.N. en vue cette fois d'une préparation directe des élections européennes. Voici le compte-rendu que fait Hervé Le Gwenn de cette journée :

« Les dernières déclarations gouvernementales sur le redécoupage des régions, le mouvement des Bonnets Rouges, issus du ras le bol en Bretagne, vont donner à la Bretagne l'occasion de s'exprimer ce 19 avril à Nantes

Bretagne Réunie organise à 9 h 30 un colloque où se retrouvent les politiques français de l'UMP Marc Le Fur, l'écologiste sénateur Ronan Le Dantec, le PS Jean Jacques Urvoas, l'UDI (X) devant une assemblée de bretons de tous bords mais qui ont ceci en commun le retour administratif de la Loire Atlantique en Bretagne.



Le Parti Breton était présent en nombre

Christian Troadec devant l'aéropage d'élus fustige : « je ne fais pas confiance aux grands obligés des partis français. La réforme ne dépendra que de nous. Je propose une troisième voie, la voie bretonne. » Tout est dit. Urvoas lui répondra en disant qu'il n'est pas venu à un meeting mais à une réunion. Le député socialiste qui a proposé la création d'une assemblée bretonne n'apprécie pas, on le sent, les propos séparatistes du maire de Carhaix et porte-parole des Bonnets Rouges nombreux dans la salle.

Les 15 membres présents du CN du Strollad Breizh se retrouvent autour d'une table pour



un déjeuner réunion avec leur président Yves Pelle. (Ici Yves et Claudine)

La stratégie des Européennes sera donc la suivante : alliance avec Christian Troadec et Breizh Europa ; financièrement le PB ne peut participer par ses propres deniers. Pour être remboursé il faut atteindre 3% sur la circonscription ce qui équivaut à 6% sur la Bretagne. Lors des régionales nous avions presque atteint les 5% avec le même Christian Troadec qui ne bénéficiait pas du tout de la même aura médiatique qu'aujourd'hui. Tout est donc possible.

A 15 heures nous nous retrouvons au pied de la Tour Bretagne, à Nantes en Loire-Atlantique, je le précise, dans une marée de Gwenn ha du . Le jaune de l'UDB et le Glaz

du Strollad Breizh sont face à face, les Européennes sont déjà lancées. La manifestation se déroule dans le calme, on entend les slogans « NAONED E BREIZH » criés par des groupes importants d'étudiants et lycéens du pays Nantais qui font chaud au cœur.

Les Nantais n'ont jamais vu autant de monde dit on, une chose est certaine ils se souviendront du noir et blanc de Bretagne auxquels vient de se rajouter une couleur, le rouge des bonnets.

Rapport et photos
Hervé Le Gwenn



Le Parti Breton a toujours demandé de réelles réformes mais pour lui il existe une ligne rouge à ne pas dépasser : la remise en cause de l'existence de la Bretagne, sa disparition dans un ensemble sans identité, comme le Grand Ouest, signifieraient une véritable rupture mettant fin au dialogue avec l'Etat français. Il faut espérer que le gouvernement ne s'engagera pas dans cette voie qui pourrait conduire à tous les excès. Pour le Parti Breton, il n'y a pas d'alternative au respect de l'intégrité du territoire breton, ce qui passe par le retour de la Loire Atlantique et cette Bretagne réunifiée doit disposer des pouvoirs et des moyens nécessaires à la maîtrise de son développement. (Extrait du Communiqué du P.B. du 10 avril)

ACTIVITES DANS LES FEDERATIONS :

Un petit bilan des élections à Vannes :



Presque 2 %, ce n'est pas énorme mais il ne fallait pas se faire d'illusion non plus : l'UMP forte à Vannes (David Robo 52,77 %), 7 listes et chacun sa caution bretonne (Patrick Mahé pour l'UMP; Jean-Jacques Page pour le leader historique local PS sur une liste dissidente; l'UDB avec le PS; Anita Kervadec, membre du conseil académique des langues régionales (elle n'y fait rien mais a fait bien) pour le Front de Gauche (un comble !)...
 Done, il n'y avait pas beaucoup de place. Vannes est une ville dans laquelle il reste peu de Vannetais d'ailleurs.

Note de la Rédaction : Grand bravo à Bertrand et à son équipe qui se sont totalement impliqués dans cette campagne sous la bannière du Parti Breton. Il leur a fallu des efforts de tous côtés : rassemblement de la liste, moyens de diffusion et place dans les médias, campagne intense d'affichages et de tractages, et surtout trouver l'argent nécessaire... jour après jour, le combat a été mené malgré bien des vents contraires. Notons qu'une fois de plus l'UDB a décidé de faire sa liste alors que Bertrand avait annoncé sa candidature depuis plus d'un an auparavant.

En outre, nous avons réussi à proposer une liste bretonne, indépendantiste, dynamique, jeune, sans compromis dans cette ville littorale et francisée de 55 000 habitants. Si c'est possible à Vannes, c'est possible partout.

Pour le Parti Breton, c'est une bonne image, plusieurs mois d'articles de presse et ces dernières semaines au moins 1/jour.

C'est aussi 37000 circulaires et bulletins à nos couleurs dans les boîtes aux lettres, des affiches, des autocollants, une distribution de 6000 tracts la dernière semaine.

Enfin, et c'est le plus important : un nouveau réseau, actif, sur l'ensemble de la communauté d'agglomération de Vannes (souvent des Vannetais qui n'habitent plus la ville, donc qui ne votent plus sur Vannes).

400 électeurs vannetais ont choisi la voix de la Bretagne, sans ambiguïté. C'est une bonne base : 400 personnes ont voté Parti Breton !

Enfin, ce scrutin a montré que les listes citoyennes, alternatives, etc. ne font plus recettes. L'opinion se plaint des gros partis franciliens mais n'en décolle pas. Seul le FN tire son épingle du jeu. Alors à nous de nous faire une place.

Nous existons alors que notre budget était 16 fois inférieur à celui du PS, nous n'avions pas de permanence, pas de professionnels pour nous encadrer, s'occuper de la partie administrative et technique.

Il serait bon que le Parti Breton envoie un message à l'attention des colistiers et des nouveaux adhérents du pays de Vannes. Ce sera utile pour les échéances à venir.

Bertrand Deleon

Dernier bulletin de la Fédération du Léon :

BULLETTIN DU LEON / KANNADIG BRO LEON

PARTI BRETON N°11 BIS -
 Avril Ebril 2014 Strollad Breizh Contact : Hervé Le Borgne 02 98 21 69 83

Evénements / Darvoudoù

Réunion du Conseil National du 19 à Nantes

Résumé des points de vue et infos à présenter au CN (diffusion interne)

- Comme prévu dès novembre Hervé Le Borgne, secrétaire de la fédération du Léon, passera la main le vendredi 9 mai au Celton à Brest (voir page 11).
- Le bilan de ces six mois est, à l'actif : une permanence hebdomadaire d'une heure trente, onze numéros d'une page de bulletin, l'absence de heurts internes. Au passif : le peu de recrutements.
- Les (anciens ou pas) adhérents sont très actifs dans les Bommets Rouges ; ceci explique peut-être cela.
- La fédération s'est peu impliquée dans les Municipales ; toutefois un certain nombre d'élus sont très proches...
- Il est impératif de prévoir un mode de répartition des encasements entre fédérations et central.
- Européennes : le point de vue général est qu'il ne faut pas y aller, ne serait-ce que pour raisons financières, sauf éventuellement (sans conviction) si CT est en tête...
 Toure discussion avec l'UDB est une perte de temps.
- Information du 17 avril : "Notre-Dame des Landes : Bruxelles attaque la France".
 Sous ce titre *Les Echos* explique que la Commission a ouvert une procédure d'infractions contre la France, qui n'aurait pas respecté la législation environnementale.
 Le PB devrait présenter une alternative pour l'aérodrome : un militaire ? Bodilis ?

Il nous reste le parfum violent d'une patrie à construire. (Xavier Grall)

Fédération du Centre-Bretagne : Le moment où jamais...

Les municipales sont passées. Avec son lot de changements à la clef. Le plus surprenant, en Centre-Bretagne Est, a bien sûr été constaté à Pontivy qui a basculé dans l'escarcelle de la Droite. Mais d'autres modifications intéressantes ont été constatées, notamment à Mûr-de-Bretagne, où le candidat socialiste sortant a été battu par un certain Hervé Le Lu, bien connu dans les milieux artistiques bretons.

En revanche, à Loudéac, le maire sortant, sans étiquette mais soutenu par le député UMP Marc le Fur, a été largement réélu. Quelle sera la politique menée durant les six années à venir dans le Centre-Est Bretagne ? Pour l'heure, il est trop tôt pour le dire. Mais sur un plan politico-économique, il est permis d'espérer que les nouveaux élus reprendront des négociations entreprises laborieusement il y a cinq ans, visant à un rapprochement entre Loudéac et Pontivy, et pourquoi pas vers la création d'une entité regroupant l'ensemble des communes de la communauté de communes de Loudéac ; de celle de Pontivy communauté et de l'ex-communauté de communes de Guerlédan, aujourd'hui dissoute et qui a éclaté entre les deux pré-cités. Une scission qui a d'ailleurs laissé de profondes traces dans le canton de Mûr...

Il y a six ans, un hebdomadaire local avait souligné combien un rapprochement sous la forme d'une collectivité commune (communauté d'agglomération) serait gage de survie pour cette partie de la Bretagne, face aux "ogres" vannetais, lorientais et briochins. Certes, les textes ne prévoient pas encore cette possibilité, dans la mesure où la commune principale n'a pas atteint le palier suffisant en terme de population, pour être éligible à une communauté d'agglomération.

Mais aucun texte n'est immuable. Du moins les propos du nouveau Premier ministre, Manuel Valls, peuvent le laisser espérer. Il est vrai que par le passé, longtemps, une fracture linguistique séparait les deux

secteurs de Mûr-Pontivy et Loudéac. Mais il est vrai aussi que les temps ont changé. L'amélioration des voies de communication ; l'existence de la plus grosse zone industrielle des Côtes d'Armor à Loudéac, laquelle draine vers elle nombre de salariés morbihannais ou mûrois ; le développement commercial de Pontivy ont généré un rapprochement entre les habitants de ces collectivités.

Et si les premières tractations ont échoué, c'est plus sur une question de forme que de fond ; plus sur des problèmes de préséances et d'amour propre de certains, que sur des écueils structurels...

La réforme territoriale annoncée par le nouveau Premier ministre et qui laisse entrevoir la disparition des départements à moyenne échéance, peut être une chance pour le Centre-Est-Bretagne, surtout à l'heure où les aides publiques vont se paupériser. Ce qui a d'ailleurs conduit déjà à la disparition des petites communautés de communes.

Reste à savoir maintenant quelles conséquences peut-on en attendre sur le thème de l'identité bretonne. Car il y a là beaucoup à faire. Si elle reste très forte à Pontivy et à un degré moindre à Mûr-de-Bretagne, elle est en revanche quasi inexistante à Loudéac. C'est là que les individus ont un grand rôle à jouer.

Là encore, ce que le sommet ne veut pas faire, la base peut contribuer à le faire. L'émergence de comités bonnets rouges de chaque côté de la "frontière" départementale est un signe : il y a une attente profonde, au moins du côté loudéacien, c'est-à-dire du côté où on l'attendait le moins, sur ce que doit être non seulement le Centre-Est breton, mais au-delà toute la Bretagne.

Il convient maintenant de catalyser ces efforts, pour tenter de faire "avancer le schmilblick".

La Bretagne ne vivra que si elle est unie. C'est vrai au plus haut échelon pour les européennes. C'est vrai en France face au jacobinisme d'Etat. C'est vrai aussi au niveau des "micro-régions" que sont les commu-

nautés de communes et les communes. Il est temps d'en prendre conscience...

Jean-François Podevin

Merci Jean-François pour ce texte, il élargit un peu notre vision du développement breton puisqu'au P.B. on se focalise plus sur l'entité Bretagne que sur le développement espéré de nos micro-régions...ton texte reflète aussi les discussions qu'on peut avoir dans notre fédération et pour moi, à défaut d'une mise en place de formation politique pour nos adhérents, il convient d'initier une réflexion sur un grand nombre de sujets, donc encore merci pour cette bonne contri-

bution ! Se pose aussi la question des leaderships de villes et d'hommes politiques qui risquent de se focaliser sur leur micro-cosme à la place d'élargir leur réflexion à l'intérêt supérieur de la Bretagne...comment devons nous organiser nos "Pays" ? il faudrait qu'on regarde l'organisation des "Kreiz" en Allemagne, cela pourrait nous inspirer !

Bien amicalement,

Hervé Le Quééré

La fédération de Cornouaille :

C'est à Quimper le 4 avril 2014, qu'a été donné le départ d'une série de réunions publiques destinées à faire connaître la position du PB sur les 'grands dossiers' ouverts actuellement. Nous pensons organiser un peu partout en Cornouaille ce type de réunion pour peu qu'on nous en fasse la demande par exemple à l'initiative d'adhérents qui, dans leur ville, en exprimeraient le besoin.

Bien entendu il ne s'agissait pas uniquement de se compter, mais avant tout de mesurer notre capacité à rassembler les militants, les sympathisants, autour d'idées jugées essentielles pour la compréhension du débat politique en Bretagne.

Mais revenons à Quimper. Certes, nous aurions préféré être plus nombreux dans cette

salle aimablement mise à notre disposition par le Maire de Quimper, Bernard Poinant qui, soit dit en passant, a perdu les élections quelques jours après notre passage. Ce qui fit dire à certain, d'une manière sans doute exagérée : "Là où le PB passe, le PS tré-passe". Plus sérieusement, cette première séance a été l'occasion de noter ce qui a marché et au contraire de mettre le doigt sur les points à travailler.

Je tiens à remercier Claudine Perron ainsi que nos nouveaux adhérents, Maëva COIC* et Yves BRUN qui nous ont rejoint à l'issue de notre présentation.

Roland Guillou, Secrétaire Fédéral

* Maëva fait partie de la liste « Nous te Feron Europe » comme Claudine et d'autres membres du Parti Breton des différentes fédérations.

EVENEMENTS ICI ET LA :

Année Anne de Bretagne – Evènements du trimestre qui vient :

- 18 Mai (de 11H00 à 23H00) à NANTES, place de la petite Hollande : grande tablée bretonne Anne de Bretagne : produits du terroir, musique et danse / Organisateur : Comité des Vins Bretons

- 30 Mai (de 19H00 à 1H00 du matin) : Grand bal Anne de Bretagne dans la cour du Château des Ducs de Bretagne à Nantes / organisateur : Association Bretagne Plus / avec l'aimable participation du cercle celtique Basse-Indre (Kendal'h) / avec le soutien financier de la ville de Nantes.

- 13, 14 et 15 Juin 2014 : Colloque annuel de l'Association Bretonne à Nantes consacré à Anne de Bretagne

- 13 Juin au 30 Septembre à Châteaubriant:

Redadeg 2014 :

La Redadeg 2014 part de Morlaix le 24 mai et après un parcours incessant de 1500 kms effectués à travers la Bretagne, de jour comme de nuit, arrivera à Glomel le 31 mai. Des kms ont été achetés par certains d'entre nous, voire au nom du Parti Breton, et les fédérations s'apprennent à courir sur les portions de routes qui les concernent.

Ya d'ar brezhoneg : bilañs ha kinnigou nevez

Source : Office Public de la Langue Bretonne / Ofis Publik ar Brezhoneg, (OPLB / OPAB)

D'an 22 a viz Ebrel 2014 e oa bet kinniget stumm nevez Karta Ya d'ar brezhoneg e Klub ar Gazetennerien e Roazhon.

10 vloaz zo e oa bet digoret ar garta "Ya d'ar brezhoneg" d'ar strollegezhioù publik

Exposition autour du reliquaire du coeur d'Anne de Bretagne à travers une approche historique et scientifique de l'objet. Organisateur : Conseil Général de Loire-Atlantique et Musée Dobrée.

- 14 -15 Juin : Festival Anne de Bretagne à Vallet (Loire-Atlantique)

- fin Juin : Salon du Livre de Vannes (3 jours) avec Anne de Bretagne en point d'orgue

- mi-juillet à fin septembre, expo et mini-concerts à l'Hôtel de Limur à Vannes, où sera exposé durant 2 mois et demi le reliquaire d'Anne de Bretagne (organisateur Ville de Vannes et Dihuerien)

Les renseignements ont bien été donnés en temps par le P.B. Néanmoins il apparaît que nous sommes trop peu visibles médiatiquement. Nous devons faire un effort pour nous montrer davantage ; c'est en nous impliquant que nous nous ferons connaître, que nous gagnerons les militants prêts à défendre la même cause que nous, avec nous.

evit ar wech kentañ. 10 kumun a oa bet bodet e Pondi e penn-kentañ. Hiziv eo 167 o deus votet un divizadeg da lakaat e pleustr ar garta kinniget gant an Ofis Publik. Berzh zo bet graet rak 1 Breizhad diwar 3 a vev en

ur gumun "Ya d'ar brezhoneg" bremañ. Evit Ajañs Diorren an Ofis Publik a heuilh an teuliad-se eo ul labour a bouez : ouzhpenn 1000 emvod zo bet gant ar c'humunioù-se ha 835 ober zo bet kaset da benn a-drugarez d'ar skoazell degaset gant an OPAB. En tu all d'ar sifroù-se eo kalite an divyezhegezh a zo bet gwellaet ivez evit kinnig ur servij heñvel d'an dud en 2 yezh. Nevesaet e oa bet ar garta e 2008 c'hoazh. Ur 4e live ha 12 ober nevez a oa bet ouzhpennet d'ar marese. E 2014 e oa erru ar mare da gemmañ ar garta adarre. 15 ober nevez zo kinniget, lod anezho evit mont da heul al lezemoù nevez

A propos du match Guingamp-Rennes : « LES BRETONS ONT CHANTE AUSSI LA MARSEILLAISE »

80.000 Bretons chantant le Bro gozh ! Evidemment François Hollande ne pouvait ne pas l'entendre. Mais, il a constaté qu'« ils » ont aussi chanté la Marseillaise ! Bravo à Nolwenn Le Roy qui nous a communiqué un moment d'intense émotion en chantant avec ferveur les 2 couplets du Bro-Gozh et le refrain repris en chœur par la foule.

Autre moment intense : l'interview de Yann Queffelec par Laurent Delahousse sur Fr 2. Le journaliste évoque le chant du Bro-Gozh en parlant d'hymne régional ! Yann Queffelec le reprend aussitôt disant que le

Au fait, Guingamp a gagné 2-0 - **Bevet Gwengamp, Bevet Roazhon, ha Bevet Breizh** (vive Guingamp, vive Rennes et vive la Bretagne).

(Prantadoù an Obererezhioù Troskol al lezenn Peillon da skouer), lod all da vont war dachenoù da gas ar brezhoneg pelloc'h warno (ar magourioù dre soubidigezh, ar buheziñ e ti ar re gozh). Ment ar c'humunioù a vo kemeret e kont muioc'h ivez, da gaout palioù e-keñver diorren ar c'heleñn divyezhek dreist-holl. Da ziorren plas ar yezh er servij kinniget d'an dud e vo broudet an tiez-kêr da duta implijidi divyezhek war tachenn ar skolioù (skoazellerezed-mamm), ar vugaligoù (magourioù) hag ar c'heizennoù-dudi.

Bro-Gozh est l'hymne national de la Bretagne. Il souligne que la Bretagne est une vieille nation de l'Europe et qu'elle est amputée administrativement de la Loire-Atlantique depuis le régime vichyste de Pétain en 1941.

Oui, la Bretagne est une nation. Cela fait du bien de l'entendre dire de cette façon. Il reste que sa réunification administrative reste à faire. Elle l'est dans nos têtes et nos cœurs. Qu'attendent nos élus qui agitent les drapeaux bretons ? Qu'attendent Jean-Yves Le Drian

Ar Bodedoù Ruz :

Les Bonnets Rouges dont la volonté est de pouvoir **“Vivre, décider et travailler en Bretagne”** – Bevañ, divizout ha labourat e Breizh – ont établi une charte lors d'états généraux organisés à Morlaix le 8 mars dernier devant 3500 délégués. A partir des doléances reçues ils ont fixé 11 revendications dont une Bretagne forte avec ses 5 départements avec relocalisation des décisions politiques. Ils continuent à tisser leur réseau en créant des comités locaux. Il y en a plus d'une soixantaine actuellement.

Setu amañ an unnek arc'hadur :

- dere'hel d'an hentoù digoust e Breizh ha dilezel an ekotaos da vat.
- Frankizañ an energiezhioù ha skañvaat ar c'hargoù hag ar rediennoù melestradurel.

Au sujet de Nantes et de la langue bretonne :

Assez souvent l'on entend dire que la langue bretonne n'a jamais été parlée à Nantes. Au 15^{ème} siècle elle l'a pourtant été. La preuve :

Arnold von Harff, voyageur allemand originaire de Cologne, s'est rendu dans plusieurs pays pour en étudier les mœurs et les langues. Il est arrivé à Nantes en 1499.

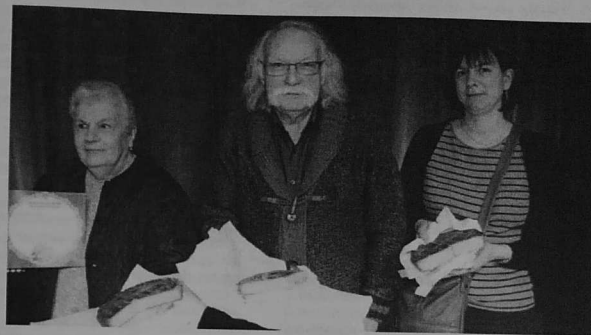
- Lakaat un termen d'an dumping sokial ha d'ar c'heveziñ direizh en Europa.
- Adlec'hiañ an divizoù hag ar galloudoù ekonomiel e Breizh.
- Diorren an doareoù treuzdougen nevez hag adkempouezhañ an traoù etre ar c'hornog hag ar reter.
- Lakaat ar Vretoned de vezañ mestr war filierenn an energiezh ha reiñ lañs d'an energiezhioù nevezadus.
- Adlec'hiañ an arc'hant e Breizh.
- Ofisielaat ar brezhoneg ha sevenadur Breizh.
- Reiñ lañs d'an armodiñ, d'ar c'hendivizout, d'an dreuzwelusted ha d'ar “bevañ asambles” e Breizh.
- Lakaat Breizh da gaout he mediaoù kleweled ha niverel dezhi hec'h-unan.
- Breizh kreñv he femp departamant gant adlec'hiañ an divizoù politikel er vro.

C'était donc l'époque d'Anne de Bretagne. Il a établi un glossaire très intéressant de la langue bretonne utilisée à Nantes. L'on apprend ainsi que Nantes était une ville bilingue. Sa langue bretonne était très proche du dialecte de Guérande parlé jusqu'au début du XX^{ème} siècle.

Pour en savoir plus consulter Arnold von Harff sur internet. Vous aurez un vocabu-

laire et quelques expressions courantes du breton parlé à Nantes à cette époque.

Iffig Cochevelou 1^{er} au Concours mondial du gâteau breton.



Iffig Cochevelou entre les deux Lorientaises sur le podium. | Ouest-France

Iffig Cochevelou, qui vit entre Guidel et Le Trévoux, a remporté le 2^e concours mondial du gâteau breton ce dimanche à Plémeur (Morbihan).

Quelque 68 gâteaux étaient proposés initialement au juré du 2^e concours mondial du gâteau breton, lancé par l'association Emglev Bro an Orient.

Six ont été retenus pour participer à la finale, animée ce dimanche à Plémeur par l'inénarrable Lucien Gourong.

Les jurés avaient noté les gâteaux présentés au moyen de cuillerées de gros sel déversées dans des sacs.

La pesée a été catégorique et la victoire d'Iffig Cochevelou, frère d'Alan Stivell, incontestable :

« C'est une recette des plus basiques, je ne rajoute de rien et je surveille la cuisson. » dit-il

Il devance deux Lorientaises : Anne-Marie Toulliou et Nolwenn Postic.

Nos plus vives Félicitations à Iffig.

Gourhemennoù Iffig.

CONTRIBUTIONS DE NOS MILITANTS :

Quelques réflexions sur le plan d'économies de 50 milliards du gouvernement

par Daniel Curiau

Pour la seule année écoulée, les dépenses publiques ont augmenté de 52 milliards...
- une partie de ce qui est annoncé comme des économies est seulement une moindre augmentation de dépenses, sans aucune économie (blocage de l'indice des fonctionnaires, des retraites).
- le développement de la chirurgie ambulatoire n'est une économie que si on ferme les lits correspondants, ce qui ne sera sans doute même pas évoqué.
- les économies de structure (fusion de régions) sont repoussées au prochain quinquennat.
- l'embauche massive d'enseignants pour répondre à la promesse électorale de François Hollande est une dépense supplémentaire.
- les dotations aux collectivités vont diminuer, mais en contrepartie les impôts locaux vont exploser (c'est déjà commencé avec les droits de mutation) si les collectivités veulent continuer à développer les emplois de complaisance pour les proches d'élus.
- selon Michel Sapin, les choses devraient rentrer dans l'ordre toutes seules sans aucun effort dans deux ans grâce à une folle prévision de croissance de 2,5%, et 1,7 % l'an prochain, croissance comptant sur une explosion de la croissance mondiale dont la France aurait des retombées, ce qui est impossible pour de nombreuses raisons, en particulier:
- si la croissance mondiale frémît, en effet, la Chine est en train de ralentir.
- la France a atteint 1,7% sous Jospin, mais c'était avant d'avoir autant de dépenses publiques à la charge du secteur productif.
- L'Etat capte une partie tellement importante de ce qui devrait être consacré à la compétitivité des entreprises que celles-ci ont peu de chance de profiter d'un renouveau de la croissance mondiale. Elles se contenteront de regarder le train passer.

- L'Euro devient alors un bouc émissaire : c'est parce qu'il est trop fort (1,38 \$) que la France ne peut pas exporter.

Il faut préciser:

- que l'euro n'est trop cher en Europe que pour la France. L'Europe malgré la France a le premier excédent commercial du monde.

- que, comme la France aura cette année un déficit extérieur de l'ordre de 70 milliards, une baisse de l'euro aurait pour premier effet de renchérir les importations, supérieures aux exportations, et d'aggraver la situation. L'argument de la " faute à l'Euro " est utilisé par les profiteurs de l'Etat - fromage pour ne pas faire les réformes qui pourraient attenter à leurs privilèges.

Pour être honnête, il faut préciser qu'en contrepartie les dividendes perçus en France par les entreprises ayant investi à l'étranger (retour sur investissement) diminuent le déficit d'environ 35 milliards.

L'Europe va-t-elle pour autant obliger la France à un minimum de sérieux budgétaire? On peut en douter au vu de sa complaisance face à 40 années de déficit et de laxisme dont certains, dans l'Etat, ont été les bénéficiaires.

La seule chose qui pourrait éventuellement provoquer en France une tutelle du FMI et des institutions européennes serait une hausse brutale des taux d'intérêt de la dette française, chose qui est arrivée en moins de 15 jours à l'Italie.

Je n'y crois pas trop car:

- les marchés sont moutonniers, irresponsables et de courte vue: on l'a constaté lors de la crise des subprimes. Les politiques accommodantes des banques centrales ont mis sur le marché des quantités énormes de liquidités qui nécessairement se retournent vers les actifs et emprunts de mauvaise qualité.

- les marchés pensent que l'Allemagne ne laissera jamais tomber la France, contrairement au Portugal ou à Chypre.

- plus personne aujourd'hui ne pense que la France pourra rembourser sa dette. La question est seulement " La France pourra-t-elle rouler sa dette ", c'est-à-dire emprunter au même niveau à mesure des échéances afin de la laisser au même point.

Je ne sais si le parti a réfléchi à une sortie de la zone Euro. Il faut être capable de répondre au Front National.

Quelques réflexions, pas plus, car personne n'est capable d'en mesurer les conséquences.

- le franc immédiatement s'écroulerait, et pour le coup la dette exprimée en francs serait immédiatement non remboursable

- dévaluation et inflation lourde seraient immédiatement à la charge des consommateurs et des épargnants.

Une fuite de capitaux, s'il en reste encore en France, en serait la sanction.

Je pense que tous ces arguments plaident pour qu'une Bretagne plus vertueuse se sépare à terme de l'ensemble français, car, même si entre voisins les solidarités économiques sont indissolubles, par notre façade maritime nous n'avons pas qu'un seul voisin, et les autres sont autrement plus intéressants que la France. Personnellement, je ne suis pas pour quitter l'euro, mais plutôt la France.

Je crois qu'on ne peut pas aborder cette campagne sans réfléchir plus à la France, à l'Europe, à l'avenir. Il serait indécent de ne parler que de la réunification et de nos petites histoires bretonnes, même si pour nous c'est la priorité, il convient en réalité de penser aux gens qui ont des problèmes de chômage, d'éducation et de vraie pauvreté.

Bretons, Bretonnes, des Français et des Françaises comme les autres ?

(par Yves-François Le Coadic)

Lors des récentes élections municipales, il est apparu qu'un nombre important de Bretonnes et de Bretons ont apporté leurs voix au Front National français. Serait-ce la fin de l'exception bretonne, tant vantée, qui laissait jusqu'à présent le peuple breton à l'abri de l'idéologie nationaliste française? Et, conséquemment, serait-ce la disparition prochaine de ce peuple qui, lors de son rattachement à la France, a perdu son indépendance et bientôt sa langue et sa culture au profit de la langue et de la culture française? Le Parti Breton oeuvre pour qu'elles puissent être conservées ou retrouvées.

En un mot, les Bretons vont-ils finir par devenir des Français comme les autres? C'est-à-dire des nationalistes français comme il en existe dans la majorité des partis politiques français qu'ils soient dits "de gauche" ou dits "de droite"; les plus virulents de ces nationalistes se trouvant aux deux

extrémités du spectre politique, au Front National (de droite) et au Front (national) de Gauche. Ces deux formations sont les héritières de la tradition chauvine et jacobine de la révolution de 1789.

Car, le FN n'est pas une anomalie (Marc Crapez dans MARIANNE). C'est un vrai parti Français ! Vu dans la durée, ce parti endosse une fonction tribunitienne, jadis dévolue au républicanisme, puis au bonapartisme, au boulangisme, au communisme, au vichysme, au communisme et au gaullisme, mouvements qui chantaient tous l'épopée française. Le Front National chante à nouveau l'épopée d'une République Française et de ses valeurs. A quelques nuances près, ce couplet des valeurs républicaines est repris aussi bien par la gauche et que par la droite françaises. S'il en est des louables, il est aussi des valeurs exécrables comme le colonialisme (aujourd'hui, le néo-colonialisme en Afrique) et le racisme.

Le vote FN, s'il est en Bretagne conforme à la tradition française, est alors l'expression d'une contamination de la Bretagne par cette idéologie arrogante issue du siècle des "Lumières". A force de se convaincre que « Paris est la plus belle ville au monde », que la langue Française est la plus belle langue, que « la cuisine Française est la meilleure au monde », que le « vin Français est le meilleur au monde », que « le pain Français est le meilleur au monde », que « les Champs

Elysées sont la plus belle avenue au monde », les Français ont tendance à se sur-estimer systématiquement. Et, en bons jacobins, à sur-estimer la "ville-lumière"!

Le Parti Breton considère que cela rend urgent, avant que disparaisse toute trace de bretonnitude, l'obtention d'une véritable autonomie politique permettant à la Bretagne de se détacher de cette regrettable épopée et aux Bretons et aux Bretonnes de rejeter cette dangereuse idéologie.

VERS UNE DISPARITION DE L'ACCES A LA MEDECINE EN FRANCE ?

par Daniel Cariou

Voici déjà les statistiques de l'ordre, bonne documentation chiffrée sans laquelle aucune discussion n'est possible : Le Conseil National de l'Ordre s'alarme d'une relève insuffisante, notamment chez les généralistes, et d'une répartition géographique toujours aussi inégale.

Un équilibre précaire. La France comptait au 1er janvier 199 987 médecins en activité régulière (c'est-à-dire sans compter les 9 903 remplaçants), dont 193 828 en Métropole, selon l'édition annuelle de l'Atlas de la démographie médicale, que publie mardi le conseil national de l'Ordre. Ce chiffre confirme la stabilité observée ces dernières années (- 0,03 % en 2010). Les effectifs restent à des niveaux records, après des décennies de hausse ininterrompue : les « toubibs » étaient presque deux fois moins nombreux à la fin des années 1970. Pour autant, les raisons de s'inquiéter n'ont pas disparu.

D'abord, la densité médicale recule : (306,7 médecins pour 100 000 habitants, contre 308,8 l'année précédente), compte tenu de la hausse de la population. Ensuite, la répartition des médecins sur le territoire demeure très inégale. Le palmarès reste le même, et les régions les mieux loties (Paca, Ile-de-France) comptent 1,5 fois plus de médecins que les plus démunies (Picardie, Centre, Haute-Normandie). Sans même

compter les différences, au sein de chacune de ces régions, entre les villes universitaires, où les jeunes s'installent volontiers à la fin de leurs études, et les campagnes et banlieues, où les déserts médicaux sont souvent déjà une réalité. Enfin, les médecins vieillissent. Leur moyenne d'âge est passée de 50 à 51,4 ans entre 2009 et 2010. Les plus de 55 ans représentent 42,9 % des troupes. Le recul du nombre de médecins, prédit depuis longtemps, semble donc plus inéluctable que jamais.

L'Ordre des médecins s'alarme en outre de la faible proportion de jeunes médecins qui choisissent l'exercice libéral : seulement 9,4 % des nouveaux inscrits de l'année - et encore cette proportion marque-t-elle un léger rebondissement. Quand il s'agit de généralistes qui choisissent le salariat (industrie, médecine scolaire, maison de retraite, centres de santé...), ce sont autant de personnes qui n'assurent pas les gardes de nuit ou de week-end.

Paperasse, horaires lourds et risque de clientélisme

Pour creuser ce phénomène, l'Ordre a sondé ces rares jeunes volontaires pour la médecine libérale. Un tiers des 1 211 installés de l'année ont répondu. Premier enseignement : ils vivent en couple à 86 % et ont des enfants

dans les deux tiers des cas. Ce qui montre bien la difficulté d'envisager toute mesure les obligeant à s'installer en tel ou tel endroit du territoire, si aucun emploi n'y est disponible pour le conjoint et si les services de proximité (supermarchés, poste et surtout école) y ont fermé. Deuxième enseignement : surprise, 95 % d'entre eux se disent satisfaits, assez satisfaits ou très satisfaits de leur exercice ! Ils ont choisi le mode libéral pour trois grandes raisons : « l'indépendance », « le contact privilégié avec la patientèle », et l'autonomie dans la « gestion du temps ». Au final, 86 % d'entre eux « recommanderaient à un jeune confrère d'exercer en secteur libéral ».

Cet enthousiasme n'empêche pas de relever de multiples contraintes : paperasse en tout genre, relations tendues avec l'Assurance-maladie, complexité de la gestion comptable, exigences des patients (médicaments, examens complémentaires, arrêts de travail) qui poussent au « clientélisme »...

Ces mêmes mots - et ces mêmes maux - ressortent de la deuxième enquête thématique menée cette année par l'Ordre : les 903 médecins qui ont « dévissé leur plaque » avant l'âge de la retraite ont eux aussi été interrogés, et un tiers a répondu. Ils déplorent, en outre, les « charges financières trop lourdes » et surtout le « volume d'activité » trop élevé, « pas compatible avec une vie de famille ». Pour y échapper, ils poursuivent leur activité à l'hôpital, en salariat, voire redeviennent remplaçants.

La moitié des médecins prendra sa retraite dans les 5 à 10 ans; or, il faut en moyenne 12 ans pour former un médecin.

L'hôpital représente déjà 51 % des dépenses de santé, essentiellement à cause du coût du personnel administratif et de l'explosion de ses effectifs.

Les étudiants en médecine étudient de moins en moins. Les externes, en particulier, sont souvent utilisés à faire du secrétariat à

l'hôpital, ce qui d'ailleurs pour l'instant semble sans conséquence sur leur efficacité.

Contrairement à ce que fait croire le PS, la pénurie de médecins ne touche pas que les campagnes, mais aussi de plus en plus de spécialités en ville. Essayer d'avoir un rendez-vous rapide avec un ophtalmo.

Si 40 % des pharmacies sont en déficit, beaucoup de médecins libéraux le sont aussi, à cause des matériels coûteux qu'ils doivent acquérir. Aussi certains sont contraints de quitter prématurément leur activité et de se reconverter (j'en connais qui envisagent de faire des ménages, car que faire quand on est chômeur à 40 ans ?), un comble dans un pays qui manque de médecins. Et un comble quand les professions libérales sont montrées du doigt comme privilégiées.

Les nouveaux médecins ne sont pas prêts à vivre comme leurs prédécesseurs, et à travailler jour et nuit sans vie de famille. Soit ils cherchent à être salariés, soit deux médecins, surtout les femmes car la profession est considérablement féminisée, se partagent la semaine en deux là où auparavant un médecin faisait tourner seul son cabinet. C'est logique quand la société entière est en sous-travail: on ne peut plus demander aux médecins d'être les seuls à travailler 90 heures par semaine.

Le PS étudie la possibilité d'obliger les nouveaux médecins à commencer leur carrière par 2 à 5 ans forcés à la campagne, comme si la pénurie de médecins ne touchait que les campagnes; là aussi l'amateurisme haineux des politiques français est confondant.

De ce fait, parmi les étudiants, cette possible obligation (déjà les études sont très longues; s'il faut y rajouter 5 ans avant de pouvoir fonder une famille...) fait débat et des promotions entières réfléchissent à émigrer dans un pays voisin, car les Français n'ont toujours pas compris que Colbert est mort depuis 3 siècles et que l'on peut

librement passer les frontières.

4500 postes de médecins sont vacants dans les hôpitaux, malgré l'appel massif à des médecins étrangers (Bassin méditerranéen, Afrique Noire, Moyen - Orient même non francophone).

Cela pose évidemment un problème moral pour ces pays privés de leurs élites, mais surtout ces médecins hospitaliers étrangers, même après des années d'expérience dans l'hexagone, n'ont pas le droit de s'y installer en libéral.

Des essais coûteux d'implantation en libéral de médecins non hospitaliers étrangers, en particulier roumains, ont été tentés, particulièrement en Eure - et - Loir. Ces tentatives ont généralement été suivies d'un échec, le médecin rentrant dans son pays au bout de 5 ans quand s'arrêtaient la subvention municipale.

Demain, il y aura très peu de médecins libéraux, même en cabinets groupés car un médecin en cabinet ne peut plus revendre sa clientèle, mais surtout sa part de matériel, et son départ ferait exploser les charges de ses collègues.

L'avenir, c'est plus aucun médecin suivant et connaissant le malade, un recours systématique à SOS médecins et aux urgences, une loterie médicale et finalement une médecine à deux vitesses où les riches s'en tireront, l'hôpital restant un bon moyen de faire une carrière administrative sans trop se fatiguer.

(12 directeurs au CHU de Nantes, 20 % d'absentéisme dans les hôpitaux de l'APHP, l'Assistance publique de Paris)

Que peut proposer le Parti Breton ?

- Bien sûr, un allègement du numerus clausus, mais cela ne peut produire de résultats avant 12 ans au moins

- un alignement des conditions de salaire et surtout de retraite du personnel hospitalier sur le secteur privé, afin de faire cesser une injustice incompréhensible que tous paieront demain d'un manque de soins, en réaffectant une partie des économies au personnel médical et aux soins.

- La création d'un corps de médecins auxiliaires pris parmi les étudiants en médecine à un certain niveau d'études et les infirmiers expérimentés, formés aux pathologies fréquentes, capables d'aiguiller le patient sur la bonne structure et déchargeant le médecin de lourdes tâches administratives.

- La possibilité pour un médecin étranger ayant exercé 5 ans à l'hôpital de s'installer en libéral après réussite d'un examen approprié

- La facilitation de l'implantation de centres médicaux dont le bâti et le matériel seraient supportés par la collectivité le temps que la démographie médicale se reconstitue, afin que ce ne soient plus des repoussoirs à médecins.

- L'indépendance de la Bretagne pour en finir avec un certain nombre de blocages.

LES RENDEZ-VOUS DE L'INSTITUT DE LOCARN :

Il n'y a pas de conférence au cours de ce mois de mai.
Prochain rendez-vous : le 27 juin après-midi, à compter de 14 heures 30 Intervenant : Jan Lamzer

Institut de Locarn, Kerhunou 22 340 Locarn Tél : 02 96 57 42 42

Pour une Bretagne belle, prospère, solidaire et ouverte sur le monde.

#brezhoneg - An eil niverenn a zo bet embannet -

Ur gelaouenn nevez evit an deskidi aozet gant skipailh Skol an Emsav

Ouzhpenn 450 den zo koumanantet, ar pezh zo kalonekaus-kenañ evit an aozerien. Pemp euro e koust ur skouerenn. Tregont euro ar c'houmanant-bloaz (6 niverenn) gant ur prof : un DVD brezhonek pe un T-shirt Stered. Evit ar re o dehe c'hoant d'ober anaoudegezh gant #brezhoneg e c'hell an neb a gar goulenn resev an niv. l digoust. Goulenn ur skouerenn digant Skol an Emsav 25, Straed Pierre Martin 35000 Roazhon. Pgz : 02 99 38 75 83 Lec'hienn internet www.skolanemsav.com

*

Espace publicitaire : l'Unité Bretonne accepte volontiers de publier des annonces. Nos remerciements à Imagic qui renouvelle la sienne depuis quelques années. Appel est fait pour que chaque fédération trouve au moins une annonce au cours de cette année. C'est une façon pour le Parti de conforter sa trésorerie et pour les annonceurs d'avoir une publicité l'Unité Bretonne faisant de son côté la promotion de leurs produits auprès de ses lecteurs.

logotypes / chartes graphiques / édition / publicité / packaging / internet

Existez !

Vos outils de communication vous font exister aux yeux de votre public. Ils méritent d'être créés et valorisés par un professionnel.

imagic

www.imagic.info 02 99 33 74 76

Nos coordonnées

PARTI BRETON
B.P. 50403
56100 LORIENT Cedex
Tel : 06 77 14 71 41
Rejoignez-nous sur notre
site-web !

www.partibreton.org

ou

contact@partibreton.org

PARTI BRETON
STROLLAD BREIZH

Directeur de publication :
Gérard Guillemot

Responsable du comité de
rédaction : A. Samson

Prochain numéro :
Juillet 2014

Date à retenir : (hors réunions organisées dans les fédérations) :

Elections européennes : dimanche 25 mai :

Conseil National à la suite de ces élections **début juin** (date et lieu à préciser)

Festival Interceltique de Lorient : mardi 5 août, avec comme invité d'honneur : l'Irlande :

A l'initiative de la Fédération du Pays de Lorient une journée du Parti Breton sera organisée, au cours du Festival Interceltique, de la façon suivante :

Rencontre à partir de 11 heures à la « Taverne Roi Morvan » Place Polig Monjarret, en centre-ville

11 heures 30 Conférence de presse.

A partir de midi : déjeuner en commun, sur place.

Après le déjeuner présence du Parti Breton en ville avec tractages, contact avec les festivaliers... Puis regroupement pour un verre amical avant de se quitter.

Nous comptons sur un maximum de militants. (Nous étions une trentaine l'année dernière, mais l'info avait été insuffisante)

Autre date à noter : **Samedi 15 novembre**, date du **prochain Congrès du Parti** qui aura lieu à **Vannes**



Nous vivons des événements importants. Pour bien les comprendre nous vous conseillons de lire, entre autres :

- « Les Bonnets Rouges » publiés par Yoran Embanner, préfacés par Jean-Pierre Le Mat - 464 pages
- « La Révolte des Bonnets Rouges » bande dessinée par Thierry Jigourel et Gérard Cham Prix : 5 euros.
- « Le Livre Bleu de la Bretagne » ou histoire abrégée de la Bretagne et Charte pour une Bretagne souveraine » par Louis Mélenec – 6 euros 50 + timbres
- à commander à klesseven@hotmail.com
- « L'Unité Bretonne » le dernier livre de Jean Ollivro concernant la réunification – 48 pages - aux Editions du Temps – Prix : 5 euros

Holl-a-unan